

## Réinventer la richesse

Face aux défis du monde d'aujourd'hui, il n'est plus possible de concevoir la lutte contre la pauvreté et la misère sans redéfinir la richesse, c'est à dire ce à quoi nous accordons de la valeur. L'objectif implicite sur lequel repose le mode de développement occidental, et son extension qu'on appelle mondialisation, est la marche vers l'abondance matérielle illimitée pour tous. Le postulat est qu'en développant et en stimulant le superflu, on permettra à chacun d'accéder à l'essentiel. Dans cette course, la différence entre l'essentiel et le superflu disparaît. On redécouvre peu à peu que ce postulat conduit à une impasse.

La généralisation du mode de vie occidental à l'ensemble de la planète pose des problèmes écologiques très importants. Dans un monde aux ressources naturelles limitées et gravement menacées, il faut avancer en direction du « développement durable », selon les termes du rapport Brundtland[1], ce qui implique de transformer sensiblement les modes de production et de consommation propagés par l'Occident. Cette transformation pourrait s'opérer dans un mouvement simultané de changements techniques, de régénération de valeurs délaissées par l'Occident et de plus grand dialogue entre les cultures.

Jean-Baptiste de Foucauld constate : « L'abondance ne peut pas être à la fois matérielle, relationnelle et spirituelle. Il y a toujours des conflits entre les trois dimensions[2] » et avance le concept d'« abondance frugale et solidaire[3] ».

« Vivez simplement pour que d'autres puissent simplement vivre », disait déjà le Mahatma Gandhi. Majid Rahnema suggère que la révolution de l'efficacité soit complétée par une révolution de la suffisance, et rappelle que « comme la famille, la simplicité est toujours considérée comme étant en déclin, mais elle ne disparaît jamais[4] ». La quête de la simplicité, rappelle-t-il, est fortement enracinée dans les sociétés vernaculaires, mais elle a aussi de solides racines en Occident, des Grecs aux Américains. Amartya Sen a longuement développé l'idée que le développement ne doit pas viser l'accroissement de la richesse matérielle, mais celui de la liberté des individus, ce qui est fort différent. Le sociologue Edgar Morin estime qu'un plus grand dialogue entre les cultures faciliterait grandement l'évolution vers une mondialisation au service du genre humain, qui serait celle de la compréhension. « Les cultures doivent apprendre les unes des autres et l'orgueilleuse culture occidentale, qui s'est posée en culture enseignante, doit devenir aussi une culture apprenante ... L'Occident doit intégrer en lui les vertus des autres cultures afin de corriger l'activisme, le pragmatisme, le quantitativisme, le consommationisme effrénés qu'il a déchaînés en son sein et hors de lui. Mais il doit aussi sauvegarder, régénérer et propager le meilleur de sa culture qui a produit la démocratie, les droits humains, la protection de la sphère privée du citoyen[5] ».

La mondialisation actuelle est marquée par un conflit durable entre la logique du libéralisme économique et celle des droits de l'homme, dans lequel la première a souvent été gagnante. Jeffrey Sachs et les économistes qui ont discuté et complété ses propositions soulignent les possibilités immenses qu'offre l'économie de marché, mais aussi la nécessité d'en corriger les insuffisances par un effort massif d'aide aux pays en développement, dont les modalités doivent être complètement repensées. Ils soulignent aussi la nécessité d'améliorer l'encadrement juridique de l'économie pour des raisons éthiques et politiques. Joseph Wresinski rappelle que les droits de l'homme indiquent la voie à suivre pour humaniser la mondialisation et propose de prendre les victimes de la misère comme référence de l'effectivité des droits pour tous. Comme le suggère la juriste Mireille Delmas-Marty, des progrès sensibles pourraient être faits en utilisant le droit des Droits de l'homme « pour concilier des valeurs conflictuelles, en affirmant l'indivisibilité de l'ensemble des droits fondamentaux, et pour rééquilibrer les pouvoirs, en assurant leur opposabilité non seulement aux Etats, mais aussi aux entreprises[6] », et bien sûr aux institutions de Bretton Woods. Voilà un vaste champ de mobilisation civique pour tous les défenseurs des droits de l'homme, soucieux d'affirmer que leur mise en œuvre a plus de valeur que la marchandisation du monde. Tant que l'accord n'existe pas pour inscrire dans les lois l'obligation du respect des droits, la signature volontaire de différents pactes, chartes et principes directeurs, représente néanmoins un progrès.

Dans cette recherche d'un autre modèle de développement valorisant d'autres formes de richesse, il est vital d'articuler correctement les objectifs de développement économique, d'amélioration de

l'environnement et de cohésion sociale. C'est le sens même de la notion de développement durable. Amartya Sen souligne qu'un des problèmes centraux est « la nécessité d'une formulation intégrée (...) La suppression de la pauvreté et la consolidation et l'enrichissement de l'environnement pourraient être considérés comme faisant partie d'une tâche intégrée[7] ». Concrètement, cela veut dire que les programmes de protection de l'environnement pourraient être utilisés pour procurer emplois décents et formations aux populations les plus défavorisées, dans le respect des cultures locales. Actuellement, les approches sont le plus souvent dissociées et même opposées, comme l'a rappelé dernièrement le vice-Ministre de l'administration pour la protection de l'environnement en Chine, Pan Yue : « La poursuite de gains matériels semble être devenue le seul objectif de la société, et cela a eu pour résultat le déclin de nos standards moraux. Notre culture traditionnelle, qui met l'accent sur l'harmonie entre l'homme et la nature, a été perçue comme une camisole de force limitant la croissance économique[8] ».

Inventer un modèle de développement durable implique bien de faire appel au meilleur des valeurs séculaires vécues par de nombreux peuples, que le mode de développement occidental a étouffées. Les récits de vie ont montré l'importance des valeurs relationnelles de l'Afrique et de l'Asie, celles de la réciprocité vécue en Amérique latine. Ces valeurs font partie du patrimoine de l'humanité, dans lequel il faut puiser pour réinventer la richesse aujourd'hui. Au lieu d'inciter simplement à se conformer au modèle dominant, les programmes de développement promus par les institutions internationales et les gouvernements pourraient encourager simultanément l'affirmation et la valorisation des cultures d'une part, et le croisement des savoirs et des cultures d'autre part. La Banque Mondiale a publié récemment un ensemble de soixante récits décrivant comment des communautés africaines renforcent leurs capacités pour conduire leur propre développement dans le contexte de la mondialisation. Ces récits font apparaître que les communautés sont désireuses et avides de combiner leurs propres connaissances avec les connaissances et technologies modernes pour obtenir de meilleurs résultats. En introduction du rapport d'étape, le Président de la République de Tanzanie recommande aux experts en développement, aux chercheurs et aux politiciens « d'apprendre humblement de ces études de cas ... Elles ne cherchent pas à donner une vision romantique de la connaissance ou des traditions autochtones ni à suggérer que la connaissance globale n'est pas pertinente. Elles montrent que l'articulation de la connaissance autochtone avec la connaissance globale, d'une manière démocratique et autodéterminée, est la meilleure combinaison pour favoriser le développement durable[9]. »

#### Renouveler la démocratie

Comme l'a montré Amartya Sen dans ses travaux sur les famines, la démocratie représentative n'a pas seulement une valeur en soi, comme option pouvant être désirée par de nombreux citoyens qui veulent être associés aux décisions qui les concernent. Elle a aussi une valeur instrumentale manifeste pour combattre la misère, puisque, à notre époque, il n'y a plus de famines dans les pays démocratiques, aussi pauvres soient-ils. Depuis une cinquantaine d'années, toutes les famines ont eu lieu dans des pays en proie à des dictatures, où les media sont sous contrôle et ne peuvent faire connaître les besoins et la détresse des affamés. Dans ces dictatures, la distance sociale entre les gouvernants et les affamés est telle que la mort de ces derniers laisse les premiers indifférents. Dans les pays démocratiques, l'apparition de graves pénuries alimentaires entraîne aussitôt des réactions économiques, sociales et politiques qui enrayerent le phénomène.

Néanmoins, la représentation associative, syndicale et politique des populations en grande pauvreté reste très lacunaire dans tous les pays démocratiques. De nouvelles approches de démocratie participative doivent donc être développées. Par exemple, la journée mondiale du refus de la misère constitue une opportunité qui pourrait être saisie plus largement pour créer ou amplifier le dialogue entre milieux sociaux très différents. Cette journée constitue une des rares occasions dans l'année où des personnes en grande pauvreté acquièrent une visibilité et osent adresser librement des messages aux pouvoirs publics et aux autorités diverses. La présence et l'écoute des personnalités invitées rehausse le moral des plus défavorisés, qui repartent chez eux avec plus de forces pour lutter contre la misère. Les personnalités qui répondent favorablement à cette démarche de rencontre acquièrent des perceptions nouvelles qui leur permettent de mieux orienter leurs actions et

programmes de lutte contre la pauvreté.

Dans le monde, de nombreuses initiatives, souvent très modestes, sont prises pour rejoindre les plus défavorisés dans leurs efforts. Il importe qu'elles soient mises en valeur, qu'elles se renforcent mutuellement et puissent inspirer des changements dans les politiques économiques et sociales. En effet, « tant que les plus pauvres et ceux qui s'associent avec eux ne participeront pas à égalité là où débattent les autres citoyens et où se construit la société de demain, la lutte contre la pauvreté ne sera jamais qu'un projet en marge, un essai infructueux de rattrapage, de réparation qui n'atteint jamais son but, parce qu'il n'est justement pas au cœur des défis contractualisés par la société pour son présent et son avenir. La démocratie participative n'est donc pas seulement un outil parmi d'autres pour mieux partager la citoyenneté, elle est un préalable pour créer une vie sociale co-construite entre les membres divers d'une société[10]. »

Lutter contre la misère, un « devoir sacré »

Au terme de ce livre, le lecteur peut être saisi par le doute ou pris de vertige. L'éradication de la misère est un objectif particulièrement exigeant, qui requiert une action globale aux dimensions économiques, sociales, culturelles, scientifiques, politiques, éthiques et spirituelles, impliquant toutes les composantes de la société. Que peut y faire le simple citoyen ? Si l'exclusion a existé dans toutes les civilisations, comment croire que notre époque pourrait en venir à bout ?

Les récits de vie ont montré qu'il est possible de vaincre la misère, en s'associant avec ceux qui la vivent. Farid et Céline, en France, Paul, au Burkina Faso, ont connu la misère extrême des personnes qui vivent dans la rue. Ils en sont aujourd'hui sortis parce qu'ils ont rencontré des personnes qui avaient fait de l'éradication de la misère une priorité de leur vie. Si cette association est nécessaire, elle n'est pas suffisante pour vaincre la misère. De nombreux changements sont requis, qui ont fait l'objet de ce livre. Mais si la misère est une synthèse d'extrême pauvreté et d'exclusion sociale, toute personne, si impuissante soit-elle, peut contribuer à la faire reculer en accordant de la reconnaissance à ceux qui la subissent. Tout acte par lequel une personne prisonnière de la misère est reconnue comme égale aux autres en dignité et en droit fait reculer la misère, en faisant reculer l'exclusion sociale. « Il y a des regards qui nous dessèchent, qui nous tuent » disait Fabrice Matsima. « Mais un regard positif fait vivre, comme si on buvait de l'eau à une source. Il nous irrigue le cerveau et tout le corps. Il nous donne de la force pour aller de l'avant[11] ».

A ceux qui veulent imposer des programmes technocratiques voués à l'échec, et à ceux qui se croient impuissants et prétendent que la misère est fatale, il faut opposer l'humble projet de ceux qui veulent construire, pas à pas, une société plus juste, en s'associant avec les plus défavorisés et en s'efforçant de gagner les changements requis, personne par personne. Le progrès des sociétés ne se mesure-t-il pas à la manière dont elles traitent les plus faibles de leurs membres ? Comme l'écrit le philosophe Miguel Benasayag, il n'est plus question d'agir « pour une promesse, pour un lendemain qui chante (...) mais parce que la justice est toute entière dans chaque acte de justice[12]. »

Puisque l'éradication de la misère est possible, elle est un devoir éthique, mais aussi civique et politique, un « devoir sacré » disait Joseph Wresinski, celui de permettre à tout être humain de vivre une vie digne, dans le respect de ses droits fondamentaux, en exerçant ses responsabilités pour contribuer au bien-être de sa famille, de la communauté et de l'humanité. Elle indique des pôles de liberté, de justice et de fraternité vers lesquels nos vies doivent s'ordonner, pôles qui restent inatteignables, mais qui sont la seule source de tous les possibles à venir, ce sur quoi l'humanité ne doit pas céder. L'éradication de la misère est une idée régulatrice et civilisatrice dont nous ne pouvons nous passer, car elle nous oblige à devenir plus humains, plus cohérents avec nos propres idéaux. Sa radicalité est à la mesure des violations des droits de l'homme que produit la misère et des attentes de ceux qui la subissent.

Le 17 octobre 2005, une délégation d'une quinzaine de personnes, conduite par ATD Quart Monde, fut reçue par le Secrétaire Général des Nations Unies, à New York. Madame Tita Vilarosa, qui résidait depuis quinze ans, avec sa famille, dans un cimetière de Manille, aux Philippines, déclara : « Monsieur le Secrétaire Général, soyons partenaires pour mettre en œuvre la sécurité, le

développement et les droits de l'homme pour tous. Mettons en commun nos connaissances, les vôtres et les nôtres. Maintenant, n'agissons plus séparément, mais ensemble ». Cette invitation s'adresse également à chaque lecteur.

Le rapport Brundtland : publié en 1987 par la Commission mondiale sur

[1]

l'environnement et le développement et intitulé « Notre Avenir à tous » définit le « développement durable » et la politique nécessaire pour y parvenir.

Jean-Baptiste de Foucauld, Quel nouveau regard sur l'exclusion ? Revue Quart Monde,

[2]

août 2007, p. 30.

Jean-Baptiste de Foucauld, Les trois cultures du développement humain : résistance,

[3]

régulation, utopie, Odile Jacob, 2002.

[4] Majid Rahnema, The Post Development Reader, op. cit. p. XVII.

[5] Edgar Morin, Les sept savoirs nécessaires à l'éducation du futur, Seuil, 2001, p. 114 et 116.

Mireille Delmas-Marty, Universalisme des Droits de l'homme et globalisation

[6]

économique, article cité, p. 131.

Amartya Sen, Environment and Poverty : One World or Two, Exposé donné à la

[7]

Conférence internationale sur l'énergie, l'environnement et le développement, organisée par Veolia Environment Institute et The Energy and Resource Institute, le 16 décembre 2006 à Bangalore, Inde.

Journal Le Monde, 23-24 juillet 2006.

[8]

The World Bank, Indigenous Knowledge, Local Pathways to Global Development, 2004,

[9]

p. 3.

Extrait d'une note non publiée de Gérard Bureau, volontaire permanent d'ATD Quart

[10]

Monde, 5 mars 2008.

Voir référence ci-dessus p.236 note 344 [renvoie au chap.6].

[11]

Florence Aubenas et Miguel Benasayag, Résister, c'est créer, Paris, La Découverte,

[12]

2002, p. 49